Si vis pacem, para bellum

La logique militaire de la Commission Européenne face à la volonté de paix : critique d' "*European Defence Readiness 2030*"

Pauline Acquaviva

"*The moment has come for Europe to re-arm*".

Si vis pacem, para bellum, "si tu veux la paix, prépare la guerre".

Ce dicton permet de justifier l'investissement massif dans le secteur militaire sur le continent européen. Selon lui, si nous souhaitons préserver la paix de l'Union Européenne, il est urgent de se réarmer et de se préparer à une potentielle guerre contre la Russie.

Cet article propose une première réflexion sur la conception d'une paix véhiculée par les discours officiels européens et la logique militaire qui en découle. Pour ce faire, l'analyse se centre sur un document publié par la Commission européenne en mars 2025, un *white paper* intitulée *European Defence Readiness 2030.* C'est un court texte qui nous explique les menaces auxquelles font face l'UE et l'importance de se préparer militairement afin de pouvoir y faire face et être prêt d'ici cinq ans. Il s'agit donc d'explorer les alternatives issues d'une vision élargie de la paix et de la sécurité.

Il nous montre comment les mots, interprétés par un groupe d'une certaine manière, peuvent aboutir à des conclusions très différentes les unes des autres.

Tout commence par *Europe faces and acute and growing threat. The only way we can ensure peace is to have the readiness to deter those who would do us harm.* (p.1) ("L'Europe fait face à une menace grave et grandissante. Le seul moyen d'assurer la paix est de se tenir prêt à dissuader ceux qui voudraient nous faire du mal"). Quelques paragraphes plus loin, il nous explique que *Europe must do far more if it is to restore credible deterrence and deliver the security on which our prosperity depends.*(p.1) ("L'Europe doit faire beaucoup plus si elle doit rétablir une dissuasion crédible et fournir une sécurité sur laquelle dépend notre prospérité).

Cela nous donne un problème et une unique solution : il y a une menace, et si nous voulons la paix, il faut assurer notre sécurité afin de dissuader les adversaires. Cette conclusion est atteinte uniquement par une interprétation très réaliste (dans le sens du paradigme) de la paix et de la sécurité. La stratégie principale est d'avoir suffisamment de puissance pour pouvoir survivre dans le système international.

Bien évidemment, il n'est pas question de nier l'importance de pouvoir se défendre face à une possible invasion. Ici, ce qui est remis en cause est la nécessité de dépenser autant pour réarmer l'Europe alors qu'en élargissant le point de vue expliqué dans le papier de la Commission, d'autres solutions apparaissent.

Lorsque quelqu'un utilise un mot, il lui donne une signification qui correspond à sa vision de la réalité, sa vision du problème et donc sa solution dépendra également de son approche. Si on écoute un discours politique, nous devons garder en tête que celui-ci est biaisé mais aussi que les conclusions proviennent des interprétations. Changer l'interprétation peut parfois changer les conclusions, ou du moins, élargir les possibilités.

A la lecture de ce texte, mon raisonnement se structure en trois questions.

- Qu'est-ce qu'on entend en utilisant les notions de menace, sécurité ?
- Quelle autre vision de la paix pourrait guider l'action européenne, notamment en prenant en compte la notion de paix positive ?
- Dépenser dans l'industrie militaire est-elle la seule solution à la menace d'invasion ?

"*Europe faces growing threats*" : quelle(s) menace(s) ?

Le premier concept utilisé pour justifier des dépenses militaires est la présence d'une menace qui plane sur nous. L'Union Européenne fait face à une menace grandissante. Les menaces décrites sont des menaces au-delà de nos frontières, avec des nouveaux défis, de nouvelles compétitions qui naissent à la fois en Asie, en Afrique du Nord, au Moyen Orient mais aussi les alliés qui se détournent du vieux continent. Cela menace directement notre mode de vie.

En lisant plus loin, le type de menace est précisé ; c'est le terrorisme, l'extrémisme, les attaques hybrides (sabotage, campagne de désinformation, militarisation de la migration), les groupes criminels, les cybercriminels, etc.

Ils précisent donc assez bien ce qu'ils entendent par les menaces auxquelles font face les européens mais aussi d'où elles viennent : l'extérieur. Il est donc essentiel de prêter attention au sens que l'on attribue aux mots. En prenant le terme de la menace sur un aspect extérieur et à large impact, sur une grande échelle, un niveau macro, ils orientent la solution vers l'extérieur. Il faut que l'Union Européenne soit prête à se défendre contre les attaques armées et les attaques technologiques, les sabotages, etc.

Pourtant, à certains endroits, on lit le danger de l'ingérence extérieure dans nos sociétés, de la désinformation et de l'exploitation de l'instabilité de nos sociétés.

Malgré ça, l'accent est mis sur la possibilité d'un danger provenant de nos frontières, de nos voisins qui ont de plus en plus recours à l'intimidation physique, technologique et morale.

Dans notre société européenne, pour l'instant, nous voyons des pays qui se replient sur eux, et ce depuis plusieurs années, qui s'éloignent de plus en plus des valeurs européennes (pour ne pas citer notamment la Hongrie). Ce sont aussi des élections qui sont de plus en plus polarisées, dans lesquelles l'extrême droite possède un poids grandissant. Ce sont des critiques qui s'élèvent contre nos gouvernements et les algorithmes des réseaux sociaux (Tiktok par exemple) qui nous influencent plus que notre propre réflexion.

Les jeux d'influence et les campagnes de désinformation se multiplient atteignent une part croissante de la population. Les problèmes internes s'accentuent : la corruption des membres du gouvernement (Qatargate), l'élection de politiciens soutenus par des pays adverses (Roumanie), le manque de débat et de tolérance. Ce sont des attaques internes alimentées par les influences extérieures cherchant à utiliser les failles de nos politiques.

Il est donc crucial, de ne pas seulement se focaliser sur les menaces extérieures mais également sur celles intérieures parce que ce sont elles qui vont nous empêcher de montrer un front uni sur la scène internationale. Les menaces intérieures sont celles qui fragilisent nos démocraties et les mettent en danger d'implosion.

“*The security on which our prosperity depends*” : de quelle sécurité parle-t-on ?

Le deuxième terme qui est fortement répandu tout au long de ce texte est la sécurité de l’Europe, du peuple européen. Avec lui reviennent les notions de paix, de démocratie, de prospérité.

La sécurité est simple et complexe en même temps. Elle peut signifier à la fois énormément et à la fois très peu. Il est donc facile de l’utiliser comme excuse et comme justification pour établir des politiques, notamment utiliser l’état d’urgence. Les régimes d’exception dans nos sociétés sont devenus la norme en Europe et constituent une réelle menace pour nos libertés fondamentales, le respect de nos normes et de nos droits démocratiques (Hannette-Vauchez *et al.*, 2025). En cherchant à justifier la protection de notre sécurité, nous sommes en train de menacer nos états de droit et nos démocraties.

La sécurité peut avoir tellement de significations : cela peut être la sécurité personnelle, la sécurité physique, morale, environnementale, sociale, etc. C’est un sentiment, celui d’être en sécurité, qui se crée lorsque notre environnement nous soutient, lorsque nous ne sommes pas en danger.

Cela supposerait d’investir notamment dans la justice, qui en Belgique, manque cruellement de fonds. Elle proteste depuis de nombreuses années contre la diminution des moyens d’entretenir une justice efficace. Pour se protéger mentalement, il faut faire attention à une société qui exploite ses travailleurs au lieu de lutter contre les *burn out* et le harcèlement. C’est aussi se concentrer sur les victimes d’agression, leur assurer un soutien psychologique. Au vu de l’environnement qui se dégrade d’années en années, l’éco-anxiété croît dans nos populations. L’environnement devrait être mis en avant, protégé. Le pacte vert européen est une bonne avancée mais investir dans les infrastructures et les industries militaires peut contribuer à aggraver l’état du monde.

Un dernier exemple est la sécurité et la protection de nos données. L’Europe a mis en place de nombreuses régulations dans ce sens mais il y a de nombreuses failles. Éduquer les populations à la sécurité des données est primordial. Surtout que nous sommes de plus en plus connectés à la sphère virtuelle, que nos informations sont en ligne et accessibles. Apprendre aux personnes de tout âge à protéger nos données, empêcher d’être manipulé par les médias et les réseaux et développer un esprit critique.

C'est pourquoi, le terme "sécurité" demeure polysémique. Si la commission juge que pour protéger notre sécurité, il faut se réarmer, cela dépend complètement de la signification qu'elle attribue à ce terme. Dans les exemples ci-dessus, on voit bien qu'il y a d'autres investissements possibles si on change la perception de la sécurité.

Nous partons donc d'un postulat : il existe des menaces pour la sécurité de l'Union Européenne et il faut investir dans l'armement pour garantir la paix sur notre territoire.

Nous avons donc abordé les termes de la menace et de la sécurité. Dépendant de ce qui est entendu, les conclusions sont différentes. Néanmoins, la volonté est toujours de créer et maintenir la paix dans l'Union.

Si tu veux la paix, prépare la guerre : cela dépend de la paix qui est attendue.

"*The EU is and remains a peace project*" : quelle paix voulons-nous ?

De quelle paix parlons-nous ?

Pour répondre à cette question, on va se référer aux Études de paix qui se sont spécialisées dans la compréhension de l'évolution de la violence et les causes afin de pouvoir comprendre comment retrouver et créer une paix durable.

Johan Galtung, fondateur de ces études, nous parle donc des types de violences mais surtout de deux types de paix (Galtung, 1969). Une positive et une négative. La paix négative est le concept le plus répandu lorsqu'on parle de paix puisqu'il s'agit de l'absence ou la réduction de toute sorte de violence. Galtung en parle en incluant la violence structurelle et culturelle mais cela reste un concept qui parle de ne pas avoir de conflit. Pour éviter le conflit, il faut donc s'y préparer et c'est exactement ce que nous dit le dicton qui fait le fil directeur de cet article.

En plus de cette paix négative, il y a la positive ; c'est une paix dans laquelle les individus sont capables de solidarité et d'empathie, il n'est pas question d'un conflit qu'il faut éviter mais d'une société en harmonie.

Une paix générale et complète est permise lorsque les deux sont atteintes ; une société solidaire dans laquelle il n'y a peu ou plus de violence.

En reprenant ce qui a été dit auparavant, on peut comprendre ce *white paper* de la commission européenne comme une volonté de garantir la paix négative mais en mettant de côté la paix positive.

Cette paix positive est, chaque jour davantage, remise en question et en danger par les influences extérieures qui accentuent et appuient sur les failles intérieures. Protéger la paix positive, c'est donc ce qui est représenté par l'investissement dans l'éducation, dans la justice, dans la protection de l'environnement, dans la protection des données, l'aide à la migration, etc.

Avoir une paix durable nécessite donc aussi et surtout de remettre les efforts dans d'autres domaines que les armées et le militaire.

"*History will not forgive us for inaction*" : les limites de la dissuasion.

Au final, le présupposé est bon : l'Union Européenne fait face à des menaces et peut craindre pour sa sécurité. En revanche, la conclusion n'est pas la plus efficace.

Comme on a discuté, les menaces sont variées et multiples mais surtout, elles ne viennent pas uniquement de l'extérieur et pour y faire face, il ne faut pas miser sur une seule solution. Voir l'image plus globale permet de mieux se protéger, d'être mieux préparé.

La sécurité qu'on prône et qu'on cherche à travers cette "*European Defence Readiness"* est celle des frontières, la sécurité de nos territoires. Néanmoins, garantir la sécurité de nos populations est plus profonde que cela et nécessite de ne pas mettre ses œufs dans le même panier.

De plus, si on veut investir pour se protéger contre un adversaire, nommément la Russie, une première étape pourrait consister à arrêter de financer son effort de guerre. Entre janvier et novembre 2024, il a été estimé que les pays européens ont dépensé 6.3 milliards d'euros pour acheter du gaz russe (IEEFA, 2025). Rediriger cet argent ailleurs donnerait déjà un certain avantage et permettrait de diriger les investissements vers d'autres secteurs que le militaire, des secteurs qui pourraient mener à une paix plus durable et une nouvelle sécurité des populations.

Investir pour développer l'empathie et la solidarité de nos populations, c'est investir pour développer une paix positive et amener l'Union Européenne à une société unie, solidaire et moins susceptible de succomber aux influences extérieures. Une société plus forte et qui peut se faire une place dans le système international, non pas comme une puissance militaire mais comme une puissance pacifique.

On peut à nouveau remarquer à quel point les concepts qui sont mis en avant sont porteurs de signification et influencent les conclusions. Redéfinir les termes permet d'ouvrir à d'autres options politiques.

Si nous voulons défendre nos valeurs, les valeurs fondatrices de l'Europe, il faut défendre la paix puisque l'Europe est née de cette volonté de paix. La dissuasion sera beaucoup plus efficace si l'UE n'est pas rongée par les débats et les conflits internes.

L'histoire ne nous pardonnera pas pour notre inaction, en effet. Mais est-ce qu'elle nous pardonnera si nous priorisons les armes et la violence au dépend de nos démocraties ?

Bibliographie

- European Commission (2025), *Joint white paper for European Defence Readiness 2030.* Brussels.
- Galtung, J. (1969). Violence, Peace, and Peace Research. *Journal of Peace Research*, *6*(3), 167–191.
- Hennette-Vauchez S., Klausser N. et Louis V., (2025, février) « De la normalisation de l'état d'urgence à sa routinisation ? Une étude empirique des MICAS. », *La Revue des droits de l'homme*.
- IEEFA (2025, février), *Europe's LNG imports decline 19% with gas demand at 11-year low*. https://ieefa.org/articles/europes-lng-imports-decline-19-gas-demand-11-year-low